

AVENIRS

LA LETTRE DE LA DIRECTION DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE // N° 1 // MARS - AVRIL 2007

NOMINATION

Philippe-Pierre Cabourdin

Un nouveau directeur
pour la PJJ p. 2

INSERTION

Petit à petit, l'ovalie fait son nid

Les partenariats se multiplient
autour du rugby p. 2

RÉPARATION PÉNALE

Alternative écologique

Chronique d'un
chantier environnemental p. 3

TRIBUNAUX POUR ENFANTS

Justice recherche assesseurs

Le renouvellement partiel
des assesseurs préoccupe
la FNAPTE p. 3

POINTS DE VUE

Evolution des agents techniques d'éducation

Anne Kichou, ATE -
Sylvaine Cornet,
chargée de mission RH p. 6

PORTRAIT

Le sentiment du faire

Anne Legouhy,
professeur technique
et maître d'armes p. 8

VIOLENCE

Entre geste et parole

*Un rapport de la DPJJ met en lumière les problématiques
du traitement de la violence par la parole
et par le geste, dans le respect des impératifs
d'une institution tournée vers l'éducatif.*

Suite page 4



ALSACE**De la justice au droit commun**

Sur 28 parrainages réalisés en 2006, 8 ont permis un accès à un contrat de travail (CDI ou CDD), soit 28,5%.

Au vu de ces résultats encourageants, plusieurs axes de travail ont été privilégiés, dont la mise en place d'une liaison entre le parrainage PJJ et celui animé par les Missions locales pour garantir la continuité de l'accompagnement des filleuls une fois le suivi judiciaire achevé.

Infos / contact :
laurent.gregoire@justice.fr

AQUITAINE**Les gestionnaires à Bordeaux**

Les 5^{es} journées de la Gestion se sont déroulées les 23 et 24 avril. Largement dédiées à la mise en place de la LOLF, ces journées ont notamment permis de balayer les enjeux de la certification des comptes de l'Etat par la Cour des comptes et de l'arrivée de nouveaux logiciels : Chorus pour les engagements financiers, Harmony pour la gestion des RH.

**BOURGOGNE –
FRANCHE-COMTÉ****Libres de lire**

L'opération 1 000 Mots se poursuit au centre pénitentiaire de Varennes-le-Grand (21). Destinée à permettre aux jeunes d'enrichir leur vocabulaire avec l'appui de l'enseignant chargé de la classe, elle repose sur la relation particulière que nouent les détenus avec des bénévoles autour du livre.

Infos / contact :
frederique.mathieu@justice.fr

NOMINATION**Philippe-Pierre Cabourdin,
nouveau directeur de la PJJ**

PHILIPPE-PIERRE CABOURDIN, conseiller référendaire à la Cour des comptes, a été nommé directeur de la PJJ à l'issue du Conseil des ministres du mercredi 18 avril. Il remplace Michel Duvette, ingénieur des Ponts et Chaussées, appelé à de nouvelles fonctions au ministère de l'Équipement.

Philippe-Pierre Cabourdin renoue avec la PJJ après avoir été de 2003 à 2005 directeur régional de l'Île-de-France. Il exerçait depuis juin 2005 les fonctions de conseiller pour le budget et l'administration générale au cabinet du garde des Sceaux. Il a pu y observer " *les progrès de la direction salués par la Cour des comptes dans son dernier rapport public, mais également ses nombreux atouts et ses quelques faiblesses*". Cette fonction lui a aussi permis de " *resituer les enjeux de la PJJ vis-à-vis des juridic-*



tions, des partenaires institutionnels et des autres administrations, au profit de notre mission, de notre raison d'être : la prise en charge des mineurs confiés par l'autorité judiciaire". Né en 1961, Philippe-Pierre Cabourdin est diplômé de l'IEP de Paris (1982) ; de l'école du

commissariat de l'armée de terre (1986) ; titulaire d'un DEA d'histoire (1986) et d'un 3^e cycle de l'ESSEC (1994).

Après avoir occupé divers postes au ministère de la Défense et à l'Union des Groupements d'Achat Public, il a intégré la Cour des comptes en 1998. ■

INSERTION**Petit à petit, l'ovalie fait son nid**

DEPUIS 2005, l'association France Rugby Cité et la DPJJ, en partenariat avec la SNCF, favorisent l'accès des jeunes en difficulté au rugby, utilisant cette discipline particulièrement rigoureuse comme média éducatif. De ce dispositif est né le XV des Cités, qui devrait participer à la prochaine Coupe du monde

qui aura lieu à l'automne 2007 en France, à l'occasion de matches d'ouverture. Le 4 avril 2007, une convention a été signée à Bordeaux entre l'association Drop de Béton, représentée par son président Jean-Paul Lacassagne, et Michel Perdiguès, le DRPJJ Aquitaine. Avec cette déclinaison animée par

l'agent de développement et de promotion de l'éducation et de l'insertion par le sport de la direction régionale, une nouvelle action de proximité voit le jour, ludique et réglementée, basée sur la pratique du rugby et de ses valeurs. A n'en pas douter, l'essai est en passe d'être transformé. ■

RÉPARATION PÉNALE

Alternative écologique

PAROLE D'ÉDUCATEUR, l'imagination est la clé de la réparation pénale. L'organisation aussi. C'est fort de ces deux principes que le centre d'action éducative (CAE) du Havre organise des chantiers avec le centre permanent d'initiatives pour l'environnement (CPIE) du Val de l'Orne. Pendant quatre jours, 8 jeunes, 3 éducateurs et un animateur scientifique et technique se déplacent en pleine campagne sur la base d'un emploi du temps très structuré. Jérôme Dubost, éducateur, précise : " On creuse des mares, on repeint des bornes pédagogiques, on détruit un mur qui gâche le pay-



sage... " Ces activités visent à la responsabilisation et au " *respect des consignes, constamment replacées dans leur contexte judiciaire* ". Tous unis autour d'un même projet, les jeunes perçoivent alors que " *l'adulte est aussi là pour les encourager, leur donner un coup de main et qu'ils peuvent avoir confiance en lui* ", constate l'encadrant. A la nuit tombée, l'animateur organise une balade

en milieu rural. Un temps de détente qui permet aussi de gérer les angoisses. " *Parce qu'être dans le noir, loin de chez soi, dans un univers inconnu, est une épreuve pour ces jeunes urbains* ". Au retour enfin, l'entretien de fin de mesure permet de rendre compte de l'utilité de celle-ci, et au-delà, le classement sans suite des affaires qui ont amené les jeunes à suivre le chantier. ■

CULTURE

Ouvrir le cœur et la raison

150 MINEURS de l'Oise accompagnés par leurs éducateurs ont assisté le 13 avril dernier, aux côtés de magistrats locaux à la projection des " Témoins ", le dernier film d'André Téchiné consacré à l'apparition du SIDA dans les années 80.

Présent au Cinespace de Beauvais, l'acteur Johan Libereau a su faire passer auprès des jeunes, avec simplicité et conviction, un message de tolérance sur la liberté des orientations sexuelles. ■

TRIBUNAUX POUR ENFANTS

Justice recherche assesseurs

LES CIRCULAIRES du 23 mars 2007 relatives au renouvellement partiel des assesseurs des tribunaux pour enfants invitent les chefs de Cour à faire parvenir leurs propositions avant le 15 juin 2007 (Métropole) ou 30 juin 2007 (Outre-Mer).

" *Nous faisons le plein de recrutements dans les grandes villes* " précise Dominique Fighiera-Casteu, la présidente de la Fédération nationale des assesseurs près les tribunaux pour enfants (FNAPTE). Pour



autant, la surreprésentation des retraités, " *auxiliaires précieux et disponibles* ", éloigne la population active de la jeunesse.

Par ailleurs, l'accès aux " petits " tribunaux, près desquels n'habitent pas toujours les assesseurs retenus pose problème. " *Nous aurions besoin d'une campagne dans les médias locaux là où les besoins sont les plus forts* ", conclut Dominique Fighiera-Casteu. ■

**FNAPTE : fnapte.free.fr
219, av. Arthur Notebar
59160 LOMME**

BRETAGNE –
PAYS-DE-LA-LOIRE

Le PSR bientôt bouclé

La DR organise les 21 et 22 juin 2007 un séminaire des cadres de la région afin de concrétiser l'articulation entre le projet stratégique régional (PSR), les projets départementaux et les projets de service. Cet événement viendra couronner les efforts collectifs fournis dans le cadre de la démarche globale entreprise depuis un an et demi.

CENTRE – LIMOUSIN –
POITOU – CHARENTESExpliquer
les grands enjeux

L'administration centrale a entamé à Tours, le 15 mars, un cycle de réunions visant à présenter aux régions les dossiers prioritaires en 2007. Outre le placement judiciaire et la structuration juridique des services, Madeleine Mathieu, sous-directrice des missions de protection judiciaire et d'éducation (SDK), a précisé les évolutions législatives en matière de protection de l'enfance et de prévention de la délinquance. Elle a notamment décrypté la mesure éducative d'activité de jour, dont la mise en œuvre va nécessiter une forte implication des unités éducatives d'activités de jour (UEAJ).

HAUTE ET BASSE
NORMANDIE

Solidarité pour le Mali

Sept jeunes suivis par la DPJJ de l'Orne ont vécu trois semaines à Koutiala, ville jumelée avec Alençon, et finalisé la construction d'une annexe de cette mairie malienne dédiée à l'Etat civil, encadrés par un ouvrier professionnel et deux éducateurs.

ILE-DE-FRANCE**Un CEF dans l'Essonne**

Le centre éducatif fermé (CEF) de Savigny/Orge a accueilli son premier jeune le 26 mars 2007, couronnant ainsi le travail préparatoire de l'équipe pour que toutes les conditions de la réussite soient réunies : présentations du centre aux acteurs judiciaires régionaux et plus particulièrement aux juridictions ; élaboration des outils de la loi du 2 janvier 2002 qui vont structurer le parcours du jeune de son admission à son insertion.

LANGUEDOC-ROUSSILLON**Stop la violence**

Créée en février 2007 dans le cadre du projet stratégique régional, la commission « violence » s'est réunie afin d'élaborer et de mettre en œuvre des dispositifs de soutien aux personnels victimes d'agression physique ou verbale. Formation, outils et documents seront rapidement à disposition dans les services. Dans une seconde phase, un accompagnement et une évaluation des procédures sont d'ores et déjà programmés.

LORRAINE-CHAMPAGNE-ARDENNE**Vacance et continuité à Nancy**

Après avoir œuvré pendant plus de 40 ans au sein de notre administration, Yves Boulanger a quitté ses fonctions de directeur régional le 7 avril 2007 pour une retraite bien méritée. Alain Sommacal assure l'intérim et la continuité des actions menées. A ce titre, Nancy accueillera bien les 19 et 20 juin 2007 les rencontres nationales des correspondants régionaux de l'insertion (CRI).

VIOLENCE**Entre geste et parole**

SUBIR OU RÉAGIR ? Ce dilemme aux résonances longtemps taboues a amené la PJJ à réfléchir à la gestion de la violence dans le cadre de ses prises en charge. Le rapport préliminaire de la mission de réflexion constituée en 2006 rompt avec une imagerie d'Épinal allant de l'inertie totale à la réaction musclée.

Les professionnels de l'éducation spécialisée le savent, une gestion efficace de la violence tient d'abord à la rigueur du cadre et à l'interaction permanente entre tous les personnels afin que les risques de confrontation soient limités. Cet enjeu particulièrement fort en hébergement où les tensions peuvent être permanentes nécessite des formations adaptées.

Parmi celles préconisées par la mission Violence, la *psychoboxe*, créée par le psychanalyste Richard Hellbrunn et déjà proposée en formation continue aux professionnels qui le souhaitent, constitue une piste de travail prometteuse.

En se livrant à de courts assauts de boxe, deux



Séance de psychoboxe

« belligérants » - un intervenant et un personnel éducatif - voient leurs attitudes corporelles décryptées par les autres stagiaires présents. Le rapport de l'agent à la violence physique peut ainsi être évalué et ses réactions améliorées, chaque participant pouvant formaliser angoisses, peurs, questions et hypothèses pour travailler autrement.

Par ailleurs, des gestes de protection, actuellement à l'étude à la mission Violence, permettent d'essayer de déplacer ou de contenir la violence et de la reprendre par les mots.

« Cela peut consister à parer une tentative de

coup, de saisie voire d'étranglement en gardant les mains ostensiblement ouvertes pour signifier que l'on refuse d'entrer dans un combat tout en essayant de nouer un dialogue d'apaisement », précise Jean Bazin, directeur de la formation continue. « La violence est humaine. Il faut donc la canaliser dans la mesure du possible par des mots... et parfois par des gestes. Pour l'éducateur, cela permet de cesser d'opposer corps et parole ».

Car il ne faut pas oublier qu'à la différence d'autres professionnels confrontés à des situations de violence, « les éducateurs de la PJJ ne disposent, eux, que de la relation pour faire face aux débordements » conclut Jean Bazin. C'est en effet toute la difficulté mais aussi toute la réussite de la PJJ que de concilier la gestion de la violence et l'impératif éducatif. ■

La mission Violence en dates

2006 : création de la « mission expérimentale d'étude et d'application sur les problématiques de violence », dite « mission Violence », composée de Richard Hellbrunn et Pascal

Martin, psychanalystes et de Jean Bazin, directeur de la formation continue.

2007 : publication du rapport préliminaire.

2008 : publication du rapport définitif. ■

ADMINISTRATION CENTRALE

Un nouveau projet de service pour l'Inspection

RÉCEMMENT RENDU PUBLIC, le projet de service de l'inspection des services de la protection judiciaire de la jeunesse (ISPJJ) prend désormais en compte l'arrêté du 28 juillet 2006 réorganisant l'administration centrale qui confie à ce service de nouvelles missions : audits, participation à des missions d'évaluation, appui aux directions territoriales dans leur fonction de contrôle. En outre, cet arrêté prévoit que l'ISPJJ assure le secrétariat d'une commission de suivi des



contrôles. L'actualisation du projet de service qui datait de 2001 a égale-

ment été l'occasion de revisiter et de renforcer les modalités de mise en œuvre du principe de la contradiction. Au-delà, il s'agit aussi d'explicitier la logique à l'œuvre dans les différentes missions confiées à l'inspection, tant en ce qui concerne le recueil de données et la conduite des investigations que la formulation de ses constats et de ses préconisations. Le projet de service est consultable sur PJJ.net, l'intranet de la direction. ■

Info / contact : alain.biro@justice.gouv.fr

DROITS DES USAGERS

La loi du 2 janvier 2002 à la PJJ

LA NOTE DPJJ du 16 mars 2007 définit le contenu et les objectifs de chacun des outils prévus par la loi du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale dont la vocation est, d'une part, de faire respecter les droits fondamentaux contenus dans la charte des droits et liber-

tés et reconnus aux usagers des établissements sociaux et médico-sociaux ; d'autre part, de renforcer la participation des jeunes et de leur famille à la prise en charge éducative. Parmi les outils, le document individuel de prise en charge (DIPC) est le

plus dynamique dans son utilisation entre le service, le jeune et sa famille. Même s'il ne peut être transmis à d'autres institutions ou partenaires car il appartient au jeune, il permet de formaliser le parcours du jeune et d'instaurer des commissions de suivi. ■

QU'EST-CE QUE C'EST ?

Le document individuel de prise en charge (DIPC)

LE DÉCRET DU 26 NOVEMBRE 2004 indique que le DIPC " est établi et signé par le directeur de l'établissement ou par une personne désignée par l'organisme ou la personne gestionnaire de l'établissement, du service ou du lieu de vie et d'accueil. Il peut être contresigné par la personne accueillie ou son représentant légal. " Il vise à informer l'utilisateur des objectifs et prestations qui seront mis en œuvre à son profit. Il appartient par ailleurs aux services ou établissements de

la PJJ de le transmettre dans les 15 jours qui suivent le début de la prise en charge. Lorsqu'un mineur fait l'objet de plusieurs mesures exercées par des établissements ou services de la PJJ distincts, chacun de ces établissements ou services doit formaliser son projet d'intervention avec le mineur concerné. En revanche, un service ou établissement exerçant plusieurs mesures à l'égard d'un même jeune n'établira avec ce dernier qu'un seul DIPC. ■

MIDI-PYRÉNÉES

Un EPM en bonne voie

La cérémonie de remise des clefs de l'établissement pénitentiaire pour mineurs (EPM) de Lavour a eu lieu le vendredi 13 avril. Françoise Poujade, DRPJJ MP, a salué en présence de Patrice Katz, DRSP Toulouse, la qualité des travaux d'organisation menés par les directions de l'établissement et du service éducatif. La réflexion se poursuivra avec l'arrivée de tous les personnels le 14 mai 2007. L'accueil des premiers mineurs est programmé pour la mi-juin.

NORD - PAS-DE-CALAIS

Rencontre franco-belge

Le Centre université - économie d'éducation permanente (CUEEP) de Lille accueillera la 2^e journée d'études franco-belges le 26 juin 2007.

Les contributions des 110 professionnels belges déjà réunis en 2006 ont convaincu le PTF de Lille et les DRPJJ NPDC / PIC de poursuivre la dynamique entamée. L'édition 2007 sera ouverte aux personnels éducatifs flamands.

Infos / inscriptions : drpjj-lille@justice.fr

OUTRE-MER

Du nouveau à Paris et à la Réunion

A Paris, Vincent Hubault est nommé directeur régional de la PJJ à compter du 2 mai 2007. A la Réunion, le centre éducatif fermé (CEF) de Saint-Benoît a été inauguré le 14 mars 2007. Il est géré par l'Association d'aide et de protection de l'enfance et de la jeunesse (AAPEJ), déjà responsable du centre éducatif renforcé (CER) de la Plaine des Caffres.

PICARDIE**Nomination à la DRPJJ**

Catherine Barbier, adjointe au sous-directeur du Pilotage et de l'Optimisation des Moyens, est nommée directrice régionale à compter du 2 mai 2007.

Après l'intérim des derniers mois assuré par Nadine Chaïb, directrice régionale adjointe, la région Picardie reste, avec Midi-Pyrénées, la seconde DR pilotée par une femme.

**PROVENCE – ALPES –
CÔTE D'AZUR – CORSE****L'hébergement s'étoffe
en PACAC**

La DRPJJ de Marseille vient d'enrichir son hébergement de deux nouvelles structures. En effet, l'ouverture du centre éducatif fermé (CEF) public de Brignoles dans le Var permet aujourd'hui d'accueillir dix mineurs multirécidivistes de 15 à 17 ans. Parallèlement, le centre éducatif renforcé (CER) « Le Cirque » s'installe dans les Bouches-du-Rhône, géré par l'association L'Escale Provence. Il offre 8 places dont 2 en accueil immédiat.

Plus d'infos sur PJJ.net

**RHÔNE – ALPES –
AUVERGNE****Laïcité, éducation**

Les rapports entre laïcité et éducation feront l'objet, au titre de la formation régionale, d'une réflexion particulière en 2007. Cette démarche, validée par le comité technique paritaire régional et qui se matérialisera sous la forme d'un stage ouvert aux personnels, intervient après que M. le Premier ministre a demandé, par circulaire du 13 avril 2007, l'affichage de la Charte de la laïcité dans les services publics.

A PROPOS DE LA MISE EN APPLICATION DU PREMIER VOLET DE L'INTÉGRATION DES AGENTS TECHNIQUES D'ÉDUCATION (ATE) DANS LE CORPS DES ÉDUCATEURS DE LA PJJ

Anne Kichou,

ATE au centre éducatif fermé de Beauvais

LA POSSIBILITÉ qui nous est offerte d'intégrer le corps des éducateurs change beaucoup de choses tant du point de vue personnel que professionnel. En tant qu'ATE, on établit aussi une relation avec les jeunes, mais on manque d'autonomie dans notre travail. On est donc souvent frustré de ne pas pouvoir en faire plus pour eux. La fonction d'éducateur est plus riche : il s'investit vraiment dans la construction de parcours éducatifs individualisés. Je suis ATE depuis sept ans et



depuis que j'ai découvert la PJJ et le métier d'éducatrice, celui-ci m'attire. Accéder à ce poste constitue donc un réel accomplissement. Ce sentiment tient également au fait que de plus en plus d'ATE sont titulai-

res d'un bac +2/+3, ce qui est mon cas. Dans ces circonstances, intégrer le corps des éducateurs, c'est voir mon niveau d'études enfin reconnu. Par ailleurs, l'ensemble des ATE, diplômés ou non, bougent et évoluent peu. Contrairement aux éducateurs qui peuvent passer chef de service éducatif ou intégrer une autre administration, les ATE étaient bloqués, ce statut n'existant qu'à la PJJ. Désormais, les portes nous sont grandes ouvertes. ■

Sylvaine Cornet, chargée de mission Ressources humaines

LA DPJJ A DÉCIDÉ de proposer aux agents techniques d'éducation (ATE), qui assurent la continuité de l'action éducative la nuit auprès des jeunes pris en charge, une intégration dans le corps des éducateurs. A l'issue de la CAP d'avancement du 30 mars 2007, 89 agents ont été inscrits sur la liste d'aptitude au corps des éducateurs dont 17 agents de la filière technique et 72 ATE qui constituent le premier volet de cette réforme. Ils seront nommés éducateurs stagiaires à compter du 1^{er} septembre 2007 et suivront une

formation d'un an. Préalablement à leur période de stage, ils bénéficieront d'un bilan de positionnement permettant ainsi d'adapter leur formation au plus près de leurs besoins.

Ce plan se déroulera sur une période de 4 années. A partir de 2008, outre la liste d'aptitude, l'administration proposera également aux ATE d'opter, s'ils le souhaitent, pour une intégration via un examen professionnel, permettant ainsi aux moins anciens d'intégrer le corps des éducateurs sans attendre de justifier de l'ancienneté



requis pour la liste d'aptitude.

La DPJJ étudiera, en concertation, la situation des ATE dont la formation n'aurait pas été validée ou qui n'auraient pas souhaité bénéficier de cette intégration. ■

COMMISSIONS ADMINISTRATIVES PARITAIRES (MOBILITÉ)

Corps	Date
Psychologues	Vendredi 11 mai 2007
Professeurs techniques	Mercredi 16 mai 2007
Secrétaires administratifs	Mercredi 23 mai 2007
Directeurs (postes classiques)	Vendredi 25 mai 2007
Adjoints administratifs	Jeudi 31 mai 2007
Agents techniques d'éducation	Vendredi 1 ^{er} juin 2007
Educateurs - Chefs de service éducatif (postes classiques)	Jeudi 7 juin 2007
Adjoints techniques	Vendredi 15 juin 2007
Directeurs (titularisation)	Jeudi 28 juin 2007
Educateurs (titularisation)	Vendredi 29 juin 2007

SPORT

Dans les coulisses de l'effort

BASKETBALL FÉMININ, football masculin, natation, escalade, cross, athlétisme. Le programme du Challenge Michelet accueilli par la DPJJ Haute et Basse Normandie du 15 au 19 mai s'annonce comme à l'accoutumée bien rempli. Et pour cette 35^e édition, le rassemblement annuel multisports de la DPJJ aura fait l'objet d'une organisation minutieuse. C'est le fruit d'un long travail de préparation " commencé au retour du Challenge 2006 qui s'est déroulé à Montpellier. Nous nous y sommes rendus pour nous mettre dans l'ambiance de la rencontre et nouer les premiers contacts avec nos collègues de la DR Languedoc-Roussillon. Une réunion de travail d'une journée a ensuite eu lieu avec eux début juillet à Rouen, pour un passage de relais plus complet. Puis nous avons

constitué, début septembre, le noyau de l'équipe d'organisation", explique Eugénie Marie, cheville ouvrière du Michelet 2007. Avec treize délégations, ce ne sont pas moins de 600 personnes -32 jeunes et 13 encadrants par délégation- qui sont attendues pour ces 4 jours de compétition amicale. Chaque jour des timings précis sont prévus sur des sites d'épreuves relativement éloignés : Petit-Couronne, Sotteville, Canteleu. C'est pourquoi l'organisation a sollicité l'Institut du développement social (IDS) et des étudiants en sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS) pour piloter les déplacements de chaque groupe. La cérémonie d'ouverture sera animée par Laurent Luyat, journaliste sportif à France 2 et Europe 1. ■



constitué, début septembre, le noyau de l'équipe d'organisation", explique Eugénie Marie, cheville ouvrière du Michelet 2007. Avec treize délégations, ce ne sont pas moins de 600 personnes -32 jeunes et 13 encadrants par délégation- qui sont attendues pour ces 4 jours de compétition amicale. Chaque jour des timings précis sont prévus sur des sites d'épreuves relativement éloignés : Petit-Couronne, Sotteville, Canteleu. C'est pourquoi l'organisation a sollicité l'Institut du développement social (IDS) et des étudiants en sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS) pour piloter les déplacements de chaque groupe. La cérémonie d'ouverture sera animée par Laurent Luyat, journaliste sportif à France 2 et Europe 1. ■

CULTURE

La création comme expression

COMME CHAQUE ANNÉE, de jeunes artistes réjouiront le public en présentant leurs créations artistiques. Avec leurs spectacles en après-midi et soirée (cirque, musique, danse, théâtre...) et leurs ateliers de pratique artistique proposés en journée, les 8^{es} Rencontres Scène Jeunesse se dérouleront à Aniane (Hérault) du 31 au 2 juin 2007.



Infos : <http://scenejeunesse.chez-alice.fr> ■

INSERTION

Parcours chocolatés

ET SI LE CHOCOLAT vous surprenait ? C'est le défi des 8e Parcours du Goût attendus à Chalon-sur-Saône les 12 et 13 mai. Du magret de canard sauce Granduja à la pomme fondante tiède à la

cannelle et au chocolat, en passant par les raviolis de langoustine du Guatemala sauce chocolat blanc, l'imagination des 34 délégations issues des services d'insertion de la PJJ semble sans limite. ■

AGENDA

Date	Événement
12-13 mai	8 ^e Parcours du Goût à Chalon-sur-Saône
16 mai	Nomination du Premier ministre et du Gouvernement
15-19 mai	Challenge Michelet à Rouen
31 mai-2 juin	8 ^{es} Rencontres Scène Jeunesse à Aniane

ANNIE LEGOUHY, PROFESSEUR TECHNIQUE ET MAÎTRE D'ARMES

Le sentiment du faire

ON LA DIT VOLUBILE et pleine d'énergie, elle est de prime abord prudente et son regard semble aussi calme que concentré. Tel celui d'une sportive aguerrie ... qu'elle est.

A 48 ans, Annie Legouhy a derrière elle 40 ans d'escrime, 20 ans d'une première vie professionnelle à La Poste et la détermination sourde des gens dévoués à la cause éducative, qu'elle a épousée en 1997 comme éducatrice. Avant de devenir professeur technique STAPS en 2004, c'est-à-dire

prof' de sport. Maître d'armes diplômée d'Etat, elle enseigne cette discipline pas si populaire mais assez fascinante pour les jeunes. " *Les adolescents ont la fraîcheur des enfants dans un corps presque adulte. Du coup, ils y vont à fond, sans la retenue d'un adulte débutant* ". Ce qui rend son action et la perception des jeunes qu'elle suit très gratifiantes, sans pour autant que cela soit facile, notamment en termes " *d'équipement et d'infrastructures* ". Mais elle trouve toujours

des solutions. Au quotidien, elle évolue avec les jeunes comme on répond à un assaut en escrime, en tapant le sol avec le pied pour appuyer une feinte, une préparation, ou ébranler l'adversaire.

Ses collègues confirment la posture professionnelle qu'elle déclare tenir avec les mineurs : " *Sympa,*

mais pas copine, encore moins maternelle ou garde-chiourme ".

Elle met en œuvre les projets avec ténacité et loyauté, analyse Philippe Le Gallic,

directeur du centre d'action éducative de La Garenne-Colombes, où elle officie. Elle avoue penser beaucoup à son objectif pédagogique : faire en sorte que les jeunes reviennent, s'inscrivent dans une régularité. " *On vient ici dans le but de prendre en main son projet de vie, à la demande de l'éducateur, sur injonction du juge ou volontairement* ". Pour elle, " *le sport ne se résume pas seulement au respect des règles. C'est une manière comme une autre d'accro-*

«
Se placer dans une logique de progression
 »



Annie Legouhy

cher l'attention, de se placer dans une logique de progression", lance Annie Legouhy. Nul doute que pour elle, cette logique de progression sportive doit être déclinable au projet de

vie entier. Un peu à la manière du " *une-deux* " des escrimeurs : la feinte (pratiquer un sport) puis la parade directe (prendre goût aux " *bonnes sensations* "). Touché. ■



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Dépôt légal et ISSN en cours

Avenirs / DPJJ / Ministère de la Justice - 13, place Vendôme - 75042 Paris Cedex 01 - Tél. : 01.44.77.74.43

Directeur de la publication : Philippe-Pierre Cabourdin • Rédacteur en chef : Jean-François Launay

Rédaction : Anais Aubrée, Gilles Belair, Yves Blondel, Eliane Catusse, Nadine Chaïb, Denis Colinet,

Jérôme Dubost, Joseph Guichou, Stéphane Idrac, Frédérique Mathieu, Claudine Merlier,

Guillaume Merzi, Pierre Millot, Dominique Pérois, Yves Vandenberghe

Photos : Jérôme Dubost - Jean-François Launay

Réalisation graphique : Alain Jaspard • Impression - Routage : Qualipromo

